

Les enjeux financiers de l'union monétaire allemande

Virginie Coudert*

L'aspect de l'union monétaire allemande qui est ici étudié concerne les implications de la réunification sur l'organisation du système bancaire, le système des prix, et les risques de dérapage inflationniste en RDA. Après avoir rappelé les grands traits du mécanisme des prix et des structures financières qui prévalaient en Allemagne de l'Est, la présentation des calculs à l'aide du taux de parité de pouvoir d'achat, tant pour les biens de consommation que pour les produits industriels, permet de clarifier les enjeux de la conversion monétaire au taux de 1 pour 1 qui a suscité bien des débats. Au terme de cette analyse, les risques de hausses de prix dues à un excès de consommation semblent secondaires, au regard des problèmes posés par la flambée des salaires qui accentue la sous-compétitivité des produits est-allemands, l'accélération de la substitution des biens occidentaux, et les menaces de faillites d'entreprises. La clef de la réussite de l'union monétaire réside donc dans l'amélioration de la productivité et le redressement de l'appareil de production, tributaires de l'investissement ouest-allemand.

Dès le mois de mai 1990, le Traité interallemand fixait les grandes lignes de l'union monétaire. Malgré d'après négociations et de nombreuses tergiversations, l'ensemble du processus aura été mené avec une rapidité fulgurante : en novembre dernier le mur de Berlin s'effondrait, entraînant dans sa chute le gouvernement Honnecker ; en janvier les parties prenantes parlaient plutôt d'une remise à niveau progressive de la RDA suivie d'une union économique par étapes entre les deux rives de l'Elbe ; les élections du 18 mars ont ensuite clairement indiqué les préférences de

* Virginie Coudert est chargée de mission au CEPII

la population est-allemande pour une intégration immédiate. L'union monétaire le 2 juillet et la réunification politique du 3 octobre achevaient le processus.

La comparaison avec le processus d'intégration monétaire européenne est saisissante. Onze années d'ajustements au sein du SME pour la convergence des taux d'inflation, la coordination systématique des décisions monétaires, l'harmonisation des politiques économiques, n'auront pas encore permis aux pays européens d'accéder au stade ultime de la monnaie unique, ni même commune. Ceci illustre bien la prééminence de la volonté politique sur les réalités économiques en cette matière. Pour les deux Allemagne, l'union monétaire allait d'emblée de pair avec la réunification politique. N'ayant pu fonder la légitimité de son gouvernement, ni suffisamment asseoir son identité nationale durant ses quarante années d'existence, la RDA était rapidement menacée de disparaître en tant qu'État après l'ouverture du mur. Elle s'est donc rapidement trouvée dans la situation exceptionnelle où un État accepte d'abandonner son existence-même ; abandonner sa souveraineté en matière monétaire était le premier pas dans cette voie. Excepté cette volonté politique de réunification convergeant des deux côtés de l'Elbe, nous allons voir combien le système financier, autant que les entreprises est-allemandes, étaient peu préparés à ce choc.

Pouvoir d'achat et conversion monétaire

Le choix du taux de change entre les deux marks a été l'un des points les plus délicats et les plus débattus de cette union monétaire. L'enjeu était effectivement crucial puisqu'avec l'union monétaire, ce taux de change, fixé une fois pour toutes, disparaîtra ensuite des instruments de la politique économique : si les produits est-allemands se révèlent à l'avenir peu compétitifs par rapport à leurs homologues de l'Ouest, on ne pourra plus compter sur une dévaluation pour rétablir la situation. La monnaie unique impose de recourir alors à des politiques d'ajustement « régionales » rigoureuses en termes de salaires ou de compressions d'effectifs. Le débat s'est révélé d'autant plus délicat qu'il existait jusqu'au début de l'année une multitude de taux de change entre les deux marks.

Au-delà de toute la variété des taux utilisés, un taux de change de référence s'impose pour les économistes : c'est le taux de parité de pouvoir d'achat entre les deux marks, qui représente le rapport entre la quantité de biens achetés en RFA avec 1 DM et la quantité du même panier de biens achetés en RDA avec 1 ost mark. Ce taux de parité permet d'évaluer les gains ou les pertes encourus par la population est-allemande au moment de la conversion. Par construction, il dépend directement de la différence des prix pratiqués de part et d'autre. Or les prix en RDA ont été profondément modifiés au moment même de l'ouverture des frontières et de l'union monétaire. Il convient donc, avant d'aborder la question du taux de change de parité de pouvoir d'achat, de comprendre l'enjeu de la réforme des prix et pour cela de rappeler à quelles distorsions le système de prix en vigueur en RDA avait conduit.

La réforme des prix

La formation des prix en RDA, comme dans l'ensemble des pays de l'Est, était assurée par un mécanisme purement administratif. En RDA, les prix ne reflétaient ni la réalité des coûts de production, ni la confrontation entre l'offre et la demande. Ils portaient la marque de la priorité politique accordée à l'approvisionnement de la population en produits dits « de première nécessité ». Voulant créer une situation d'abondance sur le marché de ces produits, le gouvernement est-allemand en maintenait les prix artificiellement bas au moyen de subventions massives. Au contraire, de lourds impôts indirects venaient pénaliser le prix des autres biens industriels, considérés comme « biens de luxe ». Le clivage entre ces deux catégories de produits, que l'on voit généralement évoluer dans les pays occidentaux au rythme de la croissance des niveaux de vie, n'a pas donné lieu en Allemagne de l'Est aux adaptations qu'on aurait pu attendre. Ainsi un réfrigérateur standard, comme tout l'appareillage électro-ménager, restait au début de l'année 1990 un bien de luxe dont le prix était lourdement taxé, et cela bien que ce produit soit largement diffusé dans la population (80 % des ménages en possèdent un) (encadré 1).

Le mécanisme de formation des prix en RDA

Le mécanisme de formation des prix en vigueur en RDA jusqu'au début de l'année 1990 peut, comme partout ailleurs, se décomposer sommairement en trois étapes : les prix industriels, les prix de gros et les prix à la consommation. Contrairement aux pays occidentaux, la structure des prix avait pour particularité de se modifier complètement lorsqu'on passait de la première à la deuxième de ces étapes successives. L'autre particularité étant qu'à aucun moment, les prix ne reflétaient véritablement la réalité économique.

Les prix d'entreprise (Betriebspreis), équivalents à des prix de production, étaient calculés aux coûts de production plus un profit moyen. Les coûts de production étaient déduits du prix des produits de base par l'intermédiaire d'une matrice input-output fixe, c'est-à-dire que les structures de consommation intermédiaire des différentes industries étaient considérées comme fixes. A la fin des années soixante, on avait cependant révisé ces données : la structure des coûts datant de 1944 était en effet quelque peu périmée ; dans le cadre des réformes visant à mettre en place un « nouveau système économique », les structures de coûts avaient été actualisées et les prix des produits de base réévalués, les matières premières notamment augmentant de 70 %, les produits semi-finis de 40 % ; une certaine flexibilité des prix avait été introduite à cette époque. Depuis, les prix des inputs de base restaient fixés administrativement, mais ils sont périodiquement réévalués notamment pour tenir compte des variations de cours sur les marchés mondiaux.

Les prix de gros dits « sortie d'usine » (Industrieabgabepreis) s'obtiennent à partir des prix de production en ajoutant les impôts indirects et en retranchant les subventions. On ajoute ensuite les marges commerciales de gros et de détail pour obtenir respectivement les prix de gros et les prix à la consommation. L'ensemble de ces prix était réglementé et maintenu stable. Depuis la fin des années soixante-dix et au moins jusqu'au début de l'année 1990, ces prix ont été gelés.

Les prix à la consommation s'écartaient considérablement des prix de production du fait de l'importance des subventions et des impôts indirects. Les subventions pouvaient atteindre, selon les produits, de 20 % à 400 % du prix de vente final; elles portaient essentiellement sur les denrées alimentaires de base, les vêtements d'enfants, les livres, mais aussi sur des services comme les transports collectifs, l'électricité et les loyers. Quant aux impôts indirects, leurs proportions par rapport au prix étaient d'une aussi grande ampleur, et ils frappaient la plupart des biens industriels, notamment l'ensemble des biens durables. Au total, l'intégralité des subventions atteignait ainsi 58 milliards de ost marks en 1988, soit le cinquième des dépenses de l'État; les impôts indirects portant sur les biens dits de « luxe » rapportaient 23 milliards de ost marks. En évolution, la part dans le budget de l'État des subventions aux produits était de plus en plus lourde pour une raison simple : les prix des biens à la consommation étaient maintenus rigoureusement fixes, alors que les prix d'entreprise ne l'étaient pas; il en résultait un glissement, faible mais continu, vers la montée des subventions. Les biens les plus faiblement taxés entraient donc progressivement dans la catégorie subventionnée. Ceci a été le cas notamment pour les transports, comme les taxis et d'autres services aux ménages. Ainsi le poids budgétaire des subventions a régulièrement contribué à la fuite en avant des dépenses publiques.

Mais le problème budgétaire n'était pas le seul : cette structure des prix est devenue totalement inadaptée dès l'ouverture du mur de Berlin. En effet le décalage avec les prix ouest-allemands était trop criant pour ne pas menacer l'ensemble des équilibres nationaux en RDA. Le tableau 1 donne quelques exemples de prix qui permettent de prendre la mesure du phénomène : un téléviseur couleur 56 cm coûtait 4900 OM en RDA contre 1539 DM en RFA (tableau 1).

Outre l'attrait de la nouveauté qu'exerce en lui-même le bien occidental, des produits comme le matériel Hi-fi, l'habillement, etc., pouvaient aussi bénéficier à l'Ouest de prix inférieurs à ceux de l'Est, ceci même au taux de change 1 pour 3 qui prévalait en début d'année, tant les impôts indirects étaient importants sur ces produits. Au taux de change 1-1, avec l'union économique et monétaire, c'est l'ensemble de ces industries de biens de consommation est-allemandes qui se trouvait condamné à la faillite, si les prix n'étaient pas réformés très vite. Inversement, pour les biens alimentaires dont les prix étaient 2 à 4 fois moins élevés en RDA, et tous les biens subventionnés, l'Allemagne de l'Est aurait été rapidement dévalisée par les étrangers avec l'ouverture des frontières, et le budget de l'État s'en serait trouvé grévé d'autant.

La réforme des prix était donc inévitable; elle avait d'ailleurs commencé dès le mois de janvier 1990, par le relèvement du prix de certains biens subventionnés, achetés massivement par des non-résidents. Mais il ne s'agissait pas seulement de réduire les impôts indirects et les subventions; l'ensemble du mécanisme de formation des prix était à revoir. Les prix ouest-allemands auront servi de point d'ancrage au processus, cette concurrence directe pénalisant rapidement tout écart.

Cependant, l'ampleur de la variation de prix sera différemment ressentie selon les ménages, comme le montre le tableau 2. En effet, si les subventions nettes d'impôts indirects représentaient 27 % de la consommation pour les ménages

TABLEAU 1

Comparaison de prix entre la RFA et la RDA

Chiffres de fin 1988

	Quantité	Prix en RDA en ost marks	Prix en RFA en DM
<i>Biens alimentaires de base :</i>			
pain de seigle	1 kg	0,52	3,17
viande de bœuf	1 kg	9,80	17,19
lait	1 l	0,68	1,20
PPA du DM en ost marks (*) :	PPA 1 DM	0,85	
<i>Autres biens alimentaires :</i>			
café en grains	1 kg	70,0	17,69
PPA du DM en ost marks :	PPA 1 DM	1,79	
<i>Biens industriels, dont :</i>			
<i>Habillement et chaussures :</i>			
chaussures pour enfant	1 paire	18,5	60,6
collants pour femme	1	14,0	5,2
PPA du DM en ost marks	PPA 1 DM	2,33	
<i>Appareils électriques :</i>			
machine à laver	1	2 300	981
réfrigérateur	1	1 425	559
téléviseur couleur	1	4 900	1 539
PPA du DM en ost marks	PPA 1 DM	3,57	
PPA du DM en ost marks	PPA 1 DM	1,37	
<i>Services :</i>			
train 2 ^e classe	1 km	0,08	0,21
électricité (tarif ménages)	1 km	0,08	0,42
Loyers	PPA 1 DM	0,19	
PPA du DM en ost marks	PPA 1 DM	0,34	

(*) Taux de parité de pouvoir d'achat par catégorie de biens, calculé selon la structure de consommation d'un ménage ouvrier de 4 personnes en RDA, chiffres de 1985, tirés de [2].

Sources : *Rapport des Sages* [10] et *Bundesministerium für innerdeutsche Beziehungen* [2].

d'ouvriers et employés, elles atteignaient 42 % des dépenses des retraités. Leur impact redistributif était donc important ; plus le revenu était faible, plus le consommateur orientait la structure de sa consommation vers les biens de première nécessité, et plus il bénéficiait relativement de subventions. Avec la réforme, la hausse des prix frappera l'ensemble des consommateurs sans distinction, pénalisant donc implicitement ceux qui ont les revenus les plus faibles. D'après le tableau 2, au total, l'effet instantané de la levée des subventions et des impôts indirects serait de majorer les prix à la consommation de 24 %. Cependant, les prix des loyers ne devraient s'ajuster qu'avec délai, ce qui modérerait l'impact instantané de la hausse des prix, celle-ci ne serait alors que de 19 % (tableau 2).

TABLEAU 2

Évaluation des subventions aux produits à la consommation*En ost marks par mois, fin 1988*

	Revenu net par ménage	Subventions nettes d'impôts indirects	Taux de subventions nettes	
			en % de la consommation	en % du revenu
Ouvriers et employés	2 050	443	27,3	21,6
Retraités	720 (*)	269	42,0	37,4
Total pour toute la population en mds de OM par an	162,4	34,5	24,1	21,2
Total, loyers exclus		26,8	19,1	16,5

(*) Revenu moyen par retraité : 514 ost marks.

Source : DIW [3].

Or, d'après le Traité d'État interallemand, la suppression des subventions intervenant avec l'union monétaire n'est pas compensée par des prestations analogues versées aux ménages, sauf pour les retraités. Une mesure compensatoire générale avait pourtant été demandée par les Allemands de l'Est au cours de différentes tables rondes en début d'année 1990, où l'on pensait alors substituer simplement ces subventions aux biens par le même montant de subventions versées aux personnes. La question qui se pose désormais est celle de savoir si l'augmentation implicite des prix en ost marks, découlant de la levée des subventions va conduire ou non à une perte de pouvoir d'achat, sachant que cette mesure est menée simultanément à la conversion en DM des prix et des salaires au taux 1 pour 1. La réponse à cette question nécessite de connaître le taux de parité de pouvoir d'achat entre les deux monnaies

L'union monétaire au taux 1 pour 1 garantit-elle le pouvoir d'achat des Allemands de l'Est ?

La conversion des prix et des revenus au taux 1 pour 1 est un peu illusoire, car elle ne garantit pas a priori le maintien du pouvoir d'achat de la population. En effet, puisque l'union monétaire a coïncidé avec la libération des prix et l'ouverture des frontières, il ne s'agit pas d'un simple changement de l'étiquette ost mark en DM. L'ensemble des prix s'en trouve modifié et il en résulte donc une modification du pouvoir d'achat. De quelle ampleur et de quelle signe peut-on estimer cette variation ?

Une première réponse peut être obtenue en considérant que les prix entre les deux pays devraient s'aligner rapidement. Sous cette hypothèse, il suffit de disposer d'une comparaison entre les niveaux de prix antérieurs dans les deux pays pour répondre à la question du pouvoir d'achat. Nous venons de voir que les structures

de prix étaient très différentes, il nous faut maintenant disposer d'une comparaison des niveaux. Le calcul d'un taux de parité de pouvoir d'achat entre les deux monnaies fournit cet indicateur. Par définition, ce taux de parité de pouvoir d'achat mesure le rapport des niveaux de prix entre les deux pays ; il est aussi équivalent au rapport entre la quantité de biens achetés en RFA avec un DM et la quantité des mêmes biens achetés en RDA avec un ost mark. Ce taux varie donc avec les niveaux de prix considérés. Pour les seuls prix à la consommation, cette moyenne sera différente selon la pondération utilisée.

Les calculs effectués par le DIW pour le ministère des Relations interallemandes[2], permettent d'évaluer ces taux de parité de pouvoir d'achat pour les biens à la consommation ; leurs résultats figurent au tableau 3 ; ils concernent l'année 1985, mais les prix étant stables en RDA et ayant peu varié depuis en RFA, on peut estimer qu'ils restent approximativement valables jusqu'en 1990. Un DM était donc équivalent, en termes de parité de pouvoir d'achat, à 0,81 OM seulement pour un ménage ouvrier de 4 personnes, et il valait encore moins pour les retraités. Ainsi avec les subventions accordées sur de nombreux produits, un ost mark permettait aux Allemands de l'Est d'acheter en RDA davantage de biens de consommation qu'un DM en RFA. Dans cette optique, l'échange de leur monnaie à 1 pour 1, avec alignement des prix sur ceux de la RFA et sans augmentation de salaires, n'apparaît guère favorable pour les Allemands de l'Est, surtout pour les retraités. La conversion revient à une perte de pouvoir d'achat de 19 % pour les ouvriers et de 31 % pour les retraités.

Si l'on prend en compte un effet de déformation de la structure de la consommation sous l'effet du changement des prix, les choses apparaissent différemment. En effet, la baisse des impôts indirects sur les biens durables va certainement contribuer à augmenter notablement la part de ces biens dans la consommation en volume ; la structure de la consommation se rapprochera alors peu à peu de celle des Allemands de l'Ouest. Or, en utilisant le panier de biens type consommé par les Allemands de

TABLEAU 3

Comparaison du pouvoir d'achat des deux marks

En nombre de ost marks par deutsche mark en 1985

	Avec les subventions actuelles		En supprimant les subventions	
	Structure de consommation de RDA	Structure de consommation de RFA	Structure de consommation de RDA	Structure de consommation de RFA
Pour un ménage ouvrier de 4 personnes	0,81	1,12	1,03	1,42
Pour un couple de retraités	0,69	0,91	0,98	1,29

Source : Bundesministerium für innerdeutsche Beziehungen [2].

l'Ouest, dont le revenu est supérieur et qui font donc une part plus large à l'achat de biens industriels lourdement taxés en RDA, le taux de parité de pouvoir d'achat (ou taux de PPA) d'un OM se trouve nettement dévalué. Dans ce cas, la conversion des revenus à 1 pour 1 et l'alignement des prix deviennent très favorables : puisqu'il fallait antérieurement 1,12 OM pour acheter la même quantité de biens qu'avec 1 DM, le gain de pouvoir d'achat est de 12 %.

Naturellement, la structure de la consommation des Allemands de l'Est ne va pas s'adapter instantanément à celles de leurs voisins d'outre Elbe, puisque les niveaux de revenu restent très différents. Mais il suffirait qu'un ménage baisse de 10 % sa consommation en volume de produits alimentaires, au profit de biens industriels dont les prix ont baissé, pour que son pouvoir d'achat augmente avec l'union monétaire, comme le montre le DIW[6]. La fourchette probable de variation du pouvoir d'achat pour un ménage ouvrier s'étalerait ainsi entre une baisse de 20 % et une hausse de 4 %, selon que le ménage adapte ou non son volume de consommation. Plus le ménage est démuné, plus la réduction relative de la consommation alimentaire est difficile, et plus la baisse du pouvoir d'achat est probable.

Une seconde réponse peut cependant être fournie si l'on dissocie la conversion monétaire de la réforme des prix. On considère alors que la réforme des prix en RDA, entraînant — on l'a vu — une baisse du pouvoir d'achat de 24 % (19 % tant que les loyers sont maintenus), n'est pas liée directement à l'union monétaire mais résulte de la transition inévitable vers une économie de marché. On effectue alors une correction de la parité de pouvoir d'achat en évaluant le niveau des prix en RDA après la levée des subventions et des impôts indirects. Pour un ménage ouvrier de 4 personnes, subissant une perte de pouvoir d'achat de 27 % du fait de la levée des subventions, le taux de change de PPA serait alors de 1,03 ; pour les retraités le taux de change de parité de pouvoir d'achat passerait à 0,98. La seule conversion des prix et des salaires au taux 1 pour 1 entraînerait donc pour les ouvriers est-allemands une hausse de pouvoir d'achat de 3 % sur leur consommation, et une légère baisse de 2 % pour les retraités. Au total, on retrouve bien une perte globale de l'ordre de 20 % pour les ouvriers ; mais si l'on considère que la réforme des prix était inévitable et est liée davantage au mécanisme général de passage à l'économie de marché qu'à l'union monétaire elle-même, on voit que la seule conversion monétaire produit alors une légère hausse du pouvoir d'achat.

Mais l'union monétaire coïncidant aussi avec l'union économique et politique, l'harmonisation des fiscalités doit également être prise en compte. Il s'agit en fait, là aussi, d'un simple alignement de la fiscalité est-allemande sur celle de la RFA. Jusqu'à présent les ménages est-allemands payaient peu d'impôts directs : 5 % de leur revenu environ ; cette situation ne devrait guère changer, car ils se trouveront dans les tranches d'imposition les plus faibles de la grille ouest-allemande, étant donné la faiblesse relative de leur revenus. L'harmonisation du système de protection (sociale, maladie, retraite, chômage) sera plus coûteuse, puisqu'on estime que le taux de cotisation devrait monter de 10 % à 18 % du salaire. D'où une nouvelle coupe dans le pouvoir d'achat.

Cependant, ces résultats sont tempérés par deux facteurs : d'une part, les retraités bénéficieront de l'harmonisation de la sécurité sociale entre les deux pays, puisque le montant de leurs pensions de retraite a été relevé pour atteindre les normes

ouest-allemandes, soit 68 % du salaire moyen net, contre 50 % environ précédemment, d'où un gain de pouvoir d'achat pour les retraités. D'autre part, la levée des subventions ne sera pas instantanée mais effectuée progressivement. Les subventions sont maintenues notamment jusqu'à la fin de l'année 1990 pour les loyers, l'eau, l'électricité et les transports collectifs. D'après l'enquête du DIW [7], les prix à la consommation ont augmenté à Berlin-Est de 28 % au cours du seul mois de juillet du fait de l'union monétaire, sur la base de la structure de consommation d'un ménage est-allemand de quatre personnes. Malgré cette hausse, les prix entre les deux Berlin ne se sont pas encore égalisés. Fin juillet, ils étaient toujours inférieurs de 12 % à Berlin-Est, les prix alimentaires notamment restant plus bas.

Le choix du taux de change 1 pour 1

Le maintien du pouvoir d'achat immédiat des ménages n'est pas la seule condition à laquelle doit répondre le taux de change. Pour véritablement garantir à moyen et long termes un pouvoir d'achat aux salariés, le taux de change choisi doit aussi assurer la compétitivité des entreprises ; on sait en effet que, dans le cas d'une surévaluation, les ventes de produits locaux, trop chers par rapport à leurs concurrents, diminuent entraînant faillites et chômage. Il convient donc de s'interroger sur la compétitivité des entreprises à ce taux.

Un taux de parité de pouvoir d'achat pour les prix industriels a été calculé par le DIW [2] pour le gouvernement ouest-allemand ; la dernière enquête remonte à 1983, le taux s'établissait alors à 1,3 ost mark par DM. La méthode se fondait sur des comparaisons systématiques entre les productivités des deux pays. Certes le travail n'est pas le seul coût de production d'une entreprise et les autres coûts étaient très différents dans les deux pays. En RDA, les impôts indirects (nets de subventions) sur les entreprises étaient en effet anormalement lourds, puisqu'ils représentaient 117 % de la charge salariale ; de même, la surévaluation systématique du stock de capital conduisait à des coûts d'amortissement très importants (42 % de la charge salariale contre 23 % en RFA selon [5]). Mais l'union économique et monétaire devrait conduire rapidement à une égalisation de ces autres coûts, puisqu'elle comprend l'harmonisation des fiscalités et des méthodes comptables.

Seul importerait alors l'écart sur le coût salarial. Un calcul très grossier permet de l'évaluer : la productivité du travail est estimée entre 30 % à 50 % de celle de la RFA selon les instituts et les méthodes utilisées ; le salaire net moyen est égal à la moitié environ de celui de la RFA et on y appliquerait des cotisations sociales harmonisées. Le taux de PPA sur les coûts salariaux serait alors situé entre 1 ost mark pour 1 DM et 1,6 ost mark pour un DM ; d'après ce calcul, le taux de change de 1 pour 1 serait certainement surévalué. Cependant la surévaluation ne doit pas être exagérée car il existe sans doute en RDA « des réserves » de productivité importantes (pour plus de détail se reporter à l'article de N. Kouznetzoff et I. Samson dans cette même revue). En effet, la productivité n'avait jamais été réellement optimisée dans un nombre d'entreprises est-allemandes. La mise en œuvre de nouvelles méthodes de gestion et surtout le renouvellement des équipements devraient progressivement augmenter la compétitivité des entreprises, à condition que les hausses de salaires restent modérées.

Pour la RDA, le taux de change officiel entre les deux marks a toujours été de 1 pour 1. Dans la réalité, l'ost mark étant inconvertible, ce taux de change avait une existence toute virtuelle et ne concernait que très peu de transactions, bien circonscrites, notamment les ost marks demandés par les touristes occidentaux. La fourchette des parités appliquée entre les deux marks était en fait particulièrement large et variait selon le type de transactions. Entre décembre 1989 et l'union monétaire, un fonds de stabilisation des changes a été créé grâce à un accord entre les deux banques centrales : la Bundesbank et la Staatsbank. Il s'agissait de répondre aux besoins en DM croissants de la population est-allemande après l'ouverture du mur de Berlin. La Bundesbank ne voulait pourtant pas encore assurer une fixité des parités. Le taux de change 1 pour 1 était garanti aux résidents est-allemands, mais seulement dans une limite de 100 DM ; un contingent de 100 DM supplémentaires était accordé à un taux de change beaucoup moins favorable de 5 pour 1 ; si bien qu'en moyenne les 200 DM consentis l'étaient au taux de 3 pour 1.

Le reste des devises nécessaires aux nombreux achats à l'Ouest, que l'ouverture du mur a rendu subitement si tentateurs, devait être obtenu sur le marché noir à des taux beaucoup moins favorables variant au gré de l'offre et de la demande. L'offre d'OM était alimenté par les Allemands de l'Est voulant aller en RFA ; la demande par les quelques Allemands de l'Ouest voulant faire le passage inverse, mais surtout par les ressortissants des pays de l'Est voisins (Pologne, Hongrie) voulant acquérir en RDA des biens à des prix encore subventionnés. En décembre dernier par exemple, l'afflux d'Allemands de l'Est vers les produits ouest-allemands a inévitablement amplifié l'offre de OM sur le marché noir : à cette période critique, 1 DM a valu jusqu'à 20 OM ; le cours de l'ost mark sur le marché noir est ensuite progressivement remonté à mesure que les projets d'union monétaire se précisaient.

Pour le commerce extérieur, les autorités est-allemandes utilisaient des taux de conversion adaptés à chaque type de biens, ces taux étaient calculés ex-post pour que le prix des produits est-allemands s'ajuste au prix du marché international. La moyenne de ces taux s'élevait à 1 DM pour 4,4 OM ; ces parités très éloignées du taux de change officiel visaient à doper la compétitivité des entreprises est-allemandes sur les marchés étrangers et à renchérir le prix des importations, décourageant ainsi leurs acheteurs potentiels en RDA. Cependant la structure de prix — déformée à l'Est par les nombreuses subventions sur les biens de première nécessité et les lourds impôts indirects sur les autres — ne permet pas réellement de déduire de ce taux de change un indicateur précis de la compétitivité des produits est-allemands. On retrouve ici la déconnexion entre prix internes et prix externes, sachant que pour les prix à la consommation il y a à peu près parité de pouvoir d'achat entre les deux marks.

Pour ajouter à la confusion sur les taux de change, deux autres parités avaient été instaurées en début d'année : la parité 1 pour 1 pour les transferts de la RDA vers la RFA des avoirs bloqués, dans la limite de 600 DM seulement. Une parité de 1 pour 2,45 avait également été décidée pour le remboursement d'une ligne de crédits spéciaux accordée par le gouvernement ouest-allemand.

Naturellement, le taux de change 1 pour 1 était plébiscité par la population est-allemande. Outre sa simplicité, ce taux correspondait, nous venons de le voir, à

peu près au taux de parité de pouvoir d'achat. L'autre avantage immédiat de ce taux pour la population était de pouvoir acquérir, avec un ost mark, au moins trois fois plus de marchandises en RFA que précédemment. Enfin la valeur symbolique de la parité 1 pour 1 était évidente. Au-delà de l'égalité entre les deux monnaies qu'elle établit, c'est l'égalité entre les deux parties de l'Allemagne qu'elle représentait.

La toute puissance de cette parité en tant qu'argument électoral n'aura pas échappé au Chancelier Kohl, qui lui doit sans doute largement la victoire remportée le 18 mars dernier par son parti frère à l'Est. Malgré tous les désaccords qu'une telle parité pouvait susciter à l'Ouest, la promesse électorale aura été tenue. Bien que la Bundesbank ait proclamé très tôt que le taux de change 1 pour 1 était irréaliste car grossièrement surévalué (elle préconisait plutôt un taux de 1 pour 2 voire 1 pour 3 en se basant sur une parité de pouvoir d'achat sur les entreprises, avec des hypothèses basées sur la productivité), et bien que cette institution soit théoriquement chargée des décisions monétaires et réputée pour son indépendance par rapport au gouvernement, un conflit majeur a pu être évité, sans doute à cause des répercussions catastrophiques qu'il aurait eu sur les marchés financiers, les premières déclarations de la Bundesbank en début d'année ayant déjà contribué à la montée des taux d'intérêt à long terme. Le traité interallemand, signé en mai, offre en fait un petit compromis entre le taux de change 1 pour 1 sur lequel s'était engagé le Chancelier Kohl durant sa campagne électorale et le taux de change 1 pour 2 préconisé par la Bundesbank.

Les caractéristiques du système financier est-allemand et l'union monétaire

Comme la plupart des pays de l'Est, la RDA disposait d'un système financier très fruste, au rôle essentiellement subordonné à la planification centrale. Tout crédit étant accordé dans le cadre du plan en vue d'un achat précis de biens réels, le rôle de l'intermédiaire financier était des plus réduits. En plus de l'absence de convertibilité externe, la convertibilité interne de la monnaie était aussi limitée en RDA, de la même façon qu'en URSS. Pour les entreprises, les avoirs monétaires ne pouvaient servir qu'à acheter des biens prévus par le Plan. Les ménages ne pouvaient acheter de biens d'équipement productif et les délais d'attente limitaient aussi la conversion de la monnaie en biens durables.

Rapide aperçu sur les institutions financières de la RDA

Comme dans les autres pays socialistes, le système bancaire est-allemand était à un seul niveau, c'est-à-dire qu'il n'y avait pas de distinction entre d'un côté une banque centrale et de l'autre des banques commerciales, mais la banque d'État ou

Staatsbank assurait ces deux rôles. Les banques étaient théoriquement universelles comme en Allemagne de l'Ouest, mais dans un sens très restreint car leurs activités étaient limitées : tout crédit répondait à un but particulier, et les fonds qu'il dégagait étaient exclusivement affectés à un achat particulier ; il n'y avait pas de crédit de trésorerie ; le crédit commercial était interdit. Tous les taux d'intérêt étaient réglementés et fixes. Ni les ménages ni les entreprises ne pouvaient choisir leur banque, celle-ci leur était assignée.

L'ensemble du système bancaire était largement dominé par la Staatsbank, qui à elle seule attribuait 80 % environ de l'ensemble des crédits. Outre son rôle de banque centrale : (émission de billets, administration des réserves des banques, gestion des comptes de l'État) la Staatsbank était la banque commerciale de la plupart des entreprises industrielles. A côté de ce géant se trouvaient quelques banques spécialisées dans des domaines particuliers (principalement une banque pour l'agriculture et l'agro-alimentaire, des banques coopératives pour l'artisanat et le commerce, et pour le commerce agricole) ; ces banques attribuaient des crédits aux entreprises de leur secteur respectif d'attribution et en recevaient des dépôts.

Du côté des dépôts, les caisses d'épargne étaient largement dominantes. 80 % des dépôts d'épargne des ménages étaient constitués auprès des caisses d'épargne, gérant 17 millions de comptes, soit autant que d'individus en RDA ; puis les caisses versaient l'intégralité de leurs fonds à la Staatsbank. Les 20 % de dépôts restants étaient détenus auprès des banques coopératives pour l'artisanat et le commerce, les chèques postaux et les banques d'épargne des chemins de fer d'État. Au total les 22 millions de comptes d'épargne existants en RDA n'avaient pas de caractéristiques très différentes, puisqu'ils étaient tous disponibles à vue et rémunérés au taux uniforme de 3,25 %. Ils permettaient les virements et les transferts nécessaires au paiement des salaires et des prestations sociales. Les caisses d'épargne ne distribuant pas de crédits, leurs fonds remontaient à la Staatsbank.

Avec l'union monétaire, le système bancaire et financier de la RDA va être complètement modifié, notamment de façon à constituer un système à deux étages avec une banque centrale contrôlant des banques de second rang. Dès le mois d'avril, la Staatsbank a été démantelée dans ce sens : un tiers de ses effectifs a été affecté à la constitution d'une banque centrale, et les deux autres tiers ont été regroupés pour fonder une nouvelle banque commerciale : la Kreditbank, qui bénéficie de la plupart des succursales de l'ancienne Staatsbank. Début juillet, comme stipulé dans le traité interallemand, la Bundesbank a endossé la direction de la politique monétaire en RDA, l'embryon de banque centrale créé en avril étant alors absorbé. Enfin, l'arrivée des banques ouest-allemandes sur le marché dès le mois de juillet représente une concurrence redoutable, qui risque très rapidement d'éliminer totalement les anciennes banques est-allemandes. La Deutschebank, notamment, deviendra sans doute rapidement prépondérante sur le marché bancaire est-allemand, par ses prises de participations dans la Kreditbank, puisque cette dernière détient le quasi-monopole de la distribution de crédits en RDA, par l'intermédiaire de la transmission des actifs de la Staatsbank ; les deux autres grandes banques ouest-allemandes, la Commerzbank et la Dresdnerbank, devraient suivre de près.

L'endettement de l'État et des entreprises

L'endettement des entreprises est-allemandes est énorme ; il représente 260 milliards de ost marks en termes bruts et 200 en termes nets. Au contraire la dette de l'État est-allemand est très modérée, puisqu'elle n'atteignait en brut que 46 milliards de ost marks fin 1989. Cette situation provient d'une spécificité du système est-allemand qui consistait à imposer à l'État un objectif rigoureux d'équilibre budgétaire. Pourtant, le train de dépenses sociales était très expansif et sans doute largement au-dessus des possibilités économiques. Il fallait donc augmenter continuellement les impôts pour maintenir l'équilibre budgétaire. Or, en l'absence d'imposition véritable du revenu des ménages, l'impôt en RDA reposait quasiment intégralement sur les entreprises. Les entreprises ont donc été contraintes de s'endetter régulièrement. Cette situation ne leur posait pas de problème particulier car le crédit était aisément disponible et automatiquement renouvelé à des taux d'intérêt faibles et fixes.

La nature de cette contrainte financière, molle jusqu'à présent comme la caractérisait Kornai[3] pour l'ensemble des pays socialistes, a changé cependant complètement avec l'union monétaire : le poids de la dette risque alors de devenir écrasant. C'est pourquoi, au cours de négociations sur l'union monétaire, les Allemands de l'Est demandaient l'annulation d'une large partie des dettes des entreprises, en arguant qu'elles n'étaient en fait que des dettes de l'État déguisées. Mais le taux de change 1 pour 1 pour une partie de l'épargne appelait, pour respecter les équilibres comptables, un taux de change équivalent sur les dettes. Le taux de 1 pour 2 choisi pour les dettes des entreprises semble un compromis raisonnable. Mais à ce taux, la contrainte d'endettement risque encore de peser lourd sur les entreprises, si les taux d'intérêt sur leur dette s'alignent rapidement sur ceux pratiqués en RFA.

Les risques d'inflation par la demande

Le problème de l'excès d'épargne effective sur l'épargne désirée est souvent caractéristique des économies planifiées. Il résulte d'une création monétaire trop forte par rapport à l'offre de biens. Dans les économies de marché, ce type de déséquilibre se résout par l'inflation : l'inflation vient amputer le pouvoir d'achat des avoirs monétaires et dissoudre ainsi l'excès de monnaie. Dans les pays socialistes, ce mécanisme n'existe pas puisque les prix sont fixes. L'insuffisance de la production par rapport au stock de monnaie peut alors se traduire par un rationnement par les quantités, qualifié d'« inflation rentrée ». La masse monétaire réelle ne diminue pas sous l'effet de la montée des prix, les déséquilibres s'accumulent d'année en année. Cette accumulation d'épargne constitue une bombe à retardement, qui explose dès que les prix sont libérés : de gigantesques poussées inflationnistes peuvent se produire (ce qui a été le cas par exemple en Pologne). L'inflation permet alors de résorber l'excès d'épargne en réduisant le pouvoir d'achat des encaisses disponibles. Bien entendu, ce mode de résorption de l'épargne excédentaire, pour efficace qu'il soit, doit être contrôlé car ses conséquences sociales peuvent

être désastreuses. L'inflation opère de manière aveugle et frappe tous les consommateurs, qu'ils aient des réserves d'épargne accumulées ou non.

Si l'on veut éviter la méthode drastique de l'inflation pour résorber l'épargne, il s'agit de proposer aux épargnants des pays de l'Est, comme dans les pays occidentaux, des produits financiers suffisamment attractifs et rémunérateurs pour stabiliser leur épargne. Ceci implique naturellement la libéralisation des taux d'intérêt, et la création de marchés financiers.

En RDA, les possibilités d'épargne des ménages étaient réduites aux liquidités (billets et pièces) et aux dépôts dans les caisses d'épargne, auxquels s'ajoutaient quelques placements auprès de compagnies d'assurances. Toute autre forme d'épargne, comme les emprunts des anciens Länder ou les dépôts à terme, avaient disparu dans l'après-guerre.

En sommant les liquidités et les comptes d'épargne, on obtient donc l'ensemble des avoirs monétaires des ménages : 167 milliards d'OM fin 1988 (et 177 milliards d'OM fin 1989), soit 107 % de leur flux annuel de revenu monétaire disponible¹, comme l'indique le tableau 4. Comparativement, les allemands de l'Ouest ne conservent sous forme monétaire que 59 % de leur revenu disponible brut. Cependant, compte tenu du fait que les ménages est-allemands ne disposent pas d'autres formes d'épargne (outre quelques 11 milliards de ost marks auprès de compagnies d'assurance), leur richesse financière en proportion de leur revenu est nettement plus faible que celle de leurs compatriotes de l'Ouest : 113 % contre 190 %. Leur taux d'épargne, mesuré par la croissance de leur patrimoine rapporté au revenu, n'est pas non plus très élevé : 7 %, alors qu'il atteint 13 % environ en RFA.

Certes la comparaison est délicate (tableau 4). Il est en effet probable que les taux de richesse et d'épargne désirés dans les pays socialistes sont en fait inférieurs à ceux des pays à économie de marché : l'épargne de précaution est réduite du fait de la protection sociale totale pour les dépenses de santé et la garantie de l'emploi ; l'épargne de spéculation est exclue du fait de l'absence de marchés financiers ; enfin les ménages n'ont pas besoin de reconstituer leurs encaisses mangées par l'inflation. Cependant un puissant motif d'épargne lié au cycle de vie existe ici comme ailleurs : c'est l'accumulation d'un patrimoine permettant de faire face à la baisse de revenus survenant au moment de la retraite ; ce patrimoine accumulé permet de maintenir un certain niveau de consommation tout au long de la retraite. En RDA, ce motif était sans doute puissant, car la pension assurée par l'État au moment de la retraite ne représentait que la moitié du salaire net courant. On observait donc une accumulation d'épargne au cours de la vie active, liée à ce phénomène. Les modalités de l'union monétaire prennent d'ailleurs en compte cet aspect, puisque la limite du patrimoine échangé au taux 1 pour 1 croît avec l'âge.

En comparant l'évolution de l'épargne à celle de la production, on voit que de 1980 à 1988, le patrimoine financier des ménages a augmenté de 5,2 % par an, et le

1. Le revenu disponible monétaire ne représentait que 72 % du revenu disponible des ménages ; la fraction non monétaire de leur revenu correspondait à des prestations en nature de l'État ou des entreprises publiques les employant sous forme de logement, de services de santé, d'éducation, etc.

TABLEAU 4

Comparaison de l'épargne des ménages dans les deux Allemagne

	RDA en milliards OM		RFA en milliards DM	
	1980	1988	1980	1988
<i>Monnaie détenue par les ménages (*)</i>				
— liquidités	12,3	15,6	52,9	85,6
— comptes d'épargne	99,7	151,6	474,8	701,1
<i>Total</i>	112,0	167,2	527,7	786,7
(en % du revenu disponible, revenu disponible monétaire pour la RDA)	93 %	107 %	55 %	59 %
<i>Ensemble du patrimoine financier des ménages</i>	122,1	183,8	1 461	2 515
(en % du revenu disponible)	101 %	113 %	151 %	190 %
<i>Croissance du patrimoine de 87 à 88 rapporté au revenu disponible</i> S = $\Delta W/Y$	—	7,0 %	—	12,4 %
<i>Taux d'épargne des ménages, comptabilité nationale</i>	4,9 %	7,8 %		13,5 %
(ménage moyen pour la RDA)	6,0 %	rapporé au revenu disponible 10,9 % rapporé au revenu disponible monétaire		

(*) Pour la RFA, estimation CEPII, basée sur les Sonderdrucke der Deutschen Bundesbank n° 4.

Source : statistisches Jahrbuch der DDR, Bundesbank.

produit matériel net de 4,1 % par an. Dans le même temps, en RFA, l'accumulation de richesse a été relativement plus forte puisqu'elle a augmenté de 7 % par an (5 % pour les avoirs monétaires) alors que le PIB ne croissait que de 3,3 % l'an. En RDA, comme dans les autres pays socialistes l'excédent de l'épargne par rapport à la production a donc été modéré : l'épargne excédentaire éventuelle ne dépasserait donc pas 1 % du patrimoine par an. Le même calcul depuis 1970 montre que l'augmentation du stock d'épargne a excédé de 20 % la croissance réelle sur cette période. Ce chiffre de 20 % constitue un majorant pour l'épargne dite excédentaire. Cependant ce résultat est tempéré par la comparaison précédente : si les comportements des ménages est-allemands devaient rapidement se modeler sur ceux de leurs voisins de l'Ouest, il n'y aurait pas à redouter de risques de désépargne massive, au contraire l'épargne augmenterait.

Il faut également prendre en considération la forte concentration de l'épargne en Allemagne de l'Est puisque 20 % des ménages détiennent 80 % de l'épargne. C'est-à-dire que 80 % de ménages disposent seulement de 3 000 ost marks par personne, soit l'équivalent de 3 mois de salaire net par personne. Pour ces 80 % de la population, compte tenu des incertitudes sur l'emploi générées par l'union

monétaire, il est raisonnable de penser que les individus conserveront cette petite encaisse, dans une très large part, et qu'il n'y aura pas de « rush » sur la consommation. Pour les 20 % d'individus restants, l'épargne moyenne est de 46 000 ost marks par personne ; pour eux, l'union monétaire réduira d'emblée leur patrimoine par une conversion à un taux de change moins favorable. Les modalités des réformes financières mises en place seront cruciales : une rapide privatisation des entreprises leur permettant d'investir immédiatement leurs fonds, la création de marchés financiers, l'introduction de nouveaux types de placements plus attractifs, la vente de logements, de titres d'État, etc., sont autant de moyens permettant de fixer cette épargne, afin d'éviter les risques inflationnistes d'une conversion rapide en consommation.

Au total, le risque inflationniste dû à une poussée de la consommation semble assez faible. A l'élargissement des possibilités de choix de consommation devra correspondre l'ouverture d'une gamme plus large de modalités d'épargne. Il est important cependant de préciser les masses en jeu, en faisant le bilan des stocks convertis dans l'union monétaire.

La conversion des stocks de monnaie

L'opération de conversion des stocks monétaires est naturellement la pierre angulaire de l'union monétaire. Les équilibres financiers du pays, représentés sur le tableau 5, ont été quelque peu bouleversés du fait des taux de change différenciés employés pour la conversion. Seuls les avoirs bancaires ont été échangés contre des DM, les liquidités (billets et pièces) ont dû être déposées au préalable sur un compte de conversion spécial.

Pour les ménages, le taux de change de 1 pour 1 a été appliqué uniquement pour la fraction de leur épargne en deçà d'un certain seuil, constituée avant la fin de l'année 1989. Le plafond a été calculé pour approximer la limite supérieure du patrimoine d'un travailleur moyen. Conformément à la théorie du cycle de vie, ce seuil varie avec l'âge : il a été fixé à 2 000 ost marks pour les moins de 15 ans, 4 000 de 15 à 60 ans, et s'est élevé à 6 000 ost marks pour les personnes âgées de plus de 60 ans. Au delà, les avoirs monétaires des ménages ont été convertis au taux uniforme de 1 pour 2, ce taux moins favorable leur donnant un droit éventuel sur les futures privatisations, dont les conditions seront précisés ultérieurement. En fait, 70 % des ménages étaient dans le cas favorable, puisque leur épargne était inférieure aux plafonds retenus. On estime que sur les 180 milliards d'OM d'avoirs monétaires détenus par les ménages est-allemands, 60 à 65 milliards ont été échangés au taux 1 pour 1, les autres 115 à 120 milliards restants l'ont été au taux 1 pour 2. La Bundesbank a donc remis entre les mains des ménages est-allemands environ 122 milliards de DM.

Pour les entreprises et pour l'État, les dépôts ont été convertis au taux uniforme de 2 pour 1, soit 30 milliards de DM pour les entreprises et 12 pour l'État. Au total, la masse monétaire est-allemande peut donc être estimée aux alentours de 165 milliards de DM, soit 13 % de la masse monétaire au sens large (M3) en RFA.

L'union monétaire a ainsi conduit à une augmentation de la masse monétaire ouest-allemande de 13 %, conforme au maintien du taux de liquidité puisque le PIB ouest-allemand augmenterait à peu près dans les mêmes proportions avec la réunification, selon les estimations actuelles (tableau 5).

TABLEAU 5

Bilan des institutions financières de RDA*En milliards de ost marks, fin 1989*

Actif		Passif	
1) Crédits à l'économie	381	1) Dépôts des agents non financiers	258
dont : — État	10	dont : — État	23
— entreprises	260	— entreprises	60
— logement	108	— ménages	175
(dont ménages)	(23)	(dont assurances)	(15)
— ménages	3	(comptes d'épargne)	(160)
2) Actifs sur l'extérieur	47	2) Passif sur l'extérieur	162
dont : — pays socialistes	12	dont : — pays socialistes	1
— pays non socialistes	33	— pays non socialistes	67
		— réserves pour coefficients d'ajustement	94
		3) Billets et pièces	17
3) Autres actifs	40	4) Autres passifs	30
Total	467	Total	467

Source : Staatsbank [10].

Mais il ne s'agissait pas seulement de convertir en DM les dépôts ; c'est l'ensemble du bilan des institutions financières, représenté au tableau 5, qu'il a fallu convertir. Au passif du bilan bancaire figurent également des comptes détenus sur l'extérieur, et notamment un compte de « réserves pour coefficients d'ajustement ». Ce poste, qui atteignait 94 milliards de ost marks, résulte du relèvement du prix des importations systématiquement pratiqué par l'État afin de reconstituer les fonds publics. Cette pratique est aussi utilisée en Union soviétique où elle pouvait servir à absorber les liquidités excédentaires des ménages, comme le montre A. Brender[1]. Ce poste de réserves pour coefficients d'ajustement peut être attribué au crédit de l'État et compenser ses dettes.

A l'actif du bilan se trouvent essentiellement des crédits aux entreprises, aux ménages et à l'État. Or ces créances vont être dévalorisées puisque, nous l'avons vu, les entreprises ne pourraient ni rembourser leur dette en DM ni payer des intérêts sur son intégralité. Comme au contraire une partie de l'actif détenu sur les ménages est convertie au taux 1 pour 1, les institutions financières est-allemandes, déjà peu préparées à la concurrence extérieure, auraient certainement fermé aussitôt leurs

portes avec l'union monétaire si les dispositions adéquates n'avaient été prises. Il fallait donc préserver l'équilibre du bilan des institutions financières dans la conversion monétaire. C'est pourquoi un compte spécial a été créé : l'actif de compensation (Ausgleichforderung).

Pour les institutions financières, le montant de l'actif de compensation est basé sur leurs différents comptes récemment publiés : le bilan de clôture des comptes en ost marks, dont la publication au 30 juin était obligatoire et le compte de conversion en DM des créances et des dettes qui sert de bilan d'ouverture, obligatoire aussi au 1^{er} juillet. L'attribution de l'actif a été calculé pour que l'actif total en DM de chaque institution financière couvre ses dettes, en dégageant un capital propre d'au moins 4 % du bilan. On l'estime actuellement autour de 20 milliards de DM[6]. Comme les banques ne détiennent pas l'équivalent de bons du Trésor ou de titres d'État, cet actif permettra de servir de garantie pour leur refinancement auprès de la Bundesbank en crédits.

A l'instar de la méthode utilisée lors de la réforme monétaire allemande de 1948, l'actif bancaire de compensation est porté au débit du gouvernement de la RDA. Le compte de compensation donne lieu à des paiements d'intérêts trimestriels dont le taux est celui des dépôts interbancaires à trois mois à Francfort ; le traité interallemand stipule que le remboursement de cet actif doit intervenir annuellement dès 1995. Cette charge pour l'entité est-allemande, de l'ordre de quelques milliards de DM d'intérêts à verser chaque année, est la contrepartie de l'allègement de la dette pour les entreprises. Son poids sur les finances publiques pourrait être compensé par la privatisation des entreprises est-allemandes si le Treuhandanstalt négocie celle-ci à un prix suffisamment élevé.

Conclusion

Au terme de cette étude, le problème de la demande supplémentaire que pourrait susciter l'épargne excédentaire apparaît mineur par rapport au problème plus général de la substitution des produits de consommation ouest-allemands aux produits locaux qui ne manquera pas de se poser. Le démantèlement des impôts indirects sur les produits « dits de luxe » ne suffira sans doute pas à retenir les consommateurs sur les produits fabriqués localement.

Au delà de la conversion des stocks de monnaie et de dettes, opération unique ayant lieu à un moment donné, la conversion de l'ensemble des prix et des salaires décrétée au taux de change 1 pour 1 pose un problème continu d'adaptation. Pour les salaires, qui sont déjà 2 fois plus faibles en termes nets à l'Est qu'à l'Ouest — 1 000 marks à l'Est contre 2 200 en moyenne à l'Ouest-, un taux de change moins favorable aurait immédiatement déclenché une spirale inflationniste, mais l'écart salarial actuel incite aussi à une inflation salariale rapide; de juillet 89 à juillet 90,

les salaires ont augmenté de 30 % en moyenne et jusqu'à 60 % dans certaines branches. Le problème de la compétitivité des produits est-allemands, qui serait encore exacerbé par l'inflation, reste entier : les estimations sur la productivité du travail, qui serait à l'Est de 50 % au moins inférieure à celle de l'Ouest, restent justes compatibles avec la concurrence extérieure. Mais ces statistiques sont contestées... D'autres estimations, retenues notamment par la Bundesbank, établissent la productivité est-allemande au tiers seulement de celle qui prévaut en RFA. Dans ce cas, le chômage dans la zone RDA risque d'être très important, tant que les investissements nécessaires n'ont pas sérieusement rénové l'appareil de production.

Dans tous les cas, la réussite du rattrapage de l'économie est-allemande apparaît largement tributaire du flux d'investissements et de subventions qui viendra de l'autre côté de l'Elbe ; un flux continu et massif est la clé du redressement de la productivité et du démarrage de la croissance.

Bibliographie

- [1] A. Brender : *Rapport de mission à Moscou en avril 1990*, note interne CEPII 1990.
- [2] Bundesministerium für innerdeutsche Beziehungen : *Materialien zum Bericht zur Lage der Nation im geteilten Deutschland*, Bonner Universitäts Buchdruckerei, 1987.
- [3] Deutsches Institut für Wirtschaftsforschung (DIW) : « DDR : Verteilungswirkungen von Verbraucherpreissubventionen und indirekten Steuern », *DIW Wochenbericht*, 51-52, 1989.
- [4] DIW : *DDR-Wirtschaft in Umbruch*, Berlin, 1990.
- [5] DIW : « Quantitative Aspekte einer Reform von Wirtschaft und Finanzen in der DDR », *DIW Wochenbericht*, 17, 1990.
- [6] DIW : « Tendenzen der Wirtschaftsentwicklung 1990-1991 », *Wochenbericht* 26, 1990.
- [7] DIW : « die Verbraucherpreise in Berlin (Ost) in Juli 1990 », « DDR : hohe Pauschale Lohnsteigerungen gefährden die Wettbewerbsfähigkeit », *Wochenbericht*, 32, 1990.
- [8] P. Frenzel : *Die rote Mark*, Verlag Busse, 1989.
- [9] IFO-Institut für Wirtschaftsforschung « DDR Kaufkrafteffekte der Währungsunion », *IFO Schnelldienst* 13, 1990.
- [10] J. Kornaï : *Socialisme et économie de la pénurie*, Économica, 1984.
- [11] Rapport des Sages, Sachverständigenrat zur Begutachtung der Gesamtwirtschaftlichen Entwicklung : *Zur Unterstützung der Wirtschaftsreform in der DDR : Voraussetzungen und Möglichkeiten*, Sondergutachten, 1990.
- [12] Staatsbank der DDR : *Jahresbericht* 1989.
- [13] *Vertrag über Die Schaffung einer Währungs-, Wirtschafts- und Sozialunion zwischen der Bundesrepublik Deutschland und der Deutschen Demokratischen Republik*, Presse- und Informationsamt der Bundesregierung, Bonn 1990.

